

A gauche, une rentrée façon puzzle

LE MONDE | 16.08.2016 à 06h41 • Mis à jour le 16.08.2016 à 10h13 | Par [Bastien Bonnefous](#)

Dans les familles en conflit, les enterrements sont souvent la seule occasion de [réunir](#) les membres fâchés, autour du cercueil du défunt. Il en va de même pour le [Parti socialiste](#) (PS) : la dernière fois que tous ses dirigeants, ou presque, se sont retrouvés côte à côte, [c'était aux obsèques de Michel Rocard](#), début juillet. Pas question en revanche d'imaginer une nouvelle [photo](#) de groupe en cette rentrée. Le PS, plus divisé que jamais, n'a même plus l'intention de [donner](#) l'illusion d'une unité de façade.

[L'université d'été du parti, prévue à Nantes du 26 au 28 août, a été annulée... avant l'été.](#) Officiellement en raison de risques de perturbations après des menaces lancées par des mouvements opposés à la [loi travail](#). En réalité, l'abandon de la grand-messe de rentrée du parti à la rose arrange la plupart des courants socialistes, tant le divorce semble consommé entre les frondeurs et l'exécutif. « *Mieux vaut une rentrée dispersée que le bordel dehors et dedans à Nantes* », résume un dirigeant du PS. Résultat, les réunions des chapelles et sous-chapelles socialistes vont s'épanouir comme cent fleurs au cours des prochains jours. Avec pour point commun, la même obsession pour tous : l'élection présidentielle de 2017 et son corollaire, la primaire organisée par la gauche de gouvernement en janvier prochain. Le premier à [ouvrir](#) le bal des ambitieux est Arnaud Montebourg, le 21 août, lors de sa traditionnelle fête de Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire).

L'ancien ministre de l'économie, qui s'est désigné « invité d'honneur » de son propre rassemblement, y dira peut-être s'il compte [participer](#) à la primaire du PS ou se [présenter](#) directement à la présidentielle.

Pour l'instant, le défenseur du « made in [France](#) » semble toujours [hésiter](#) sur la stratégie à suivre, mais certains ont voulu [voir](#) un indice dans le changement de nom de sa fête de la rose, rebaptisée pour l'occasion « fête populaire de Frangy-en-Bresse ». Comme si l'ancien allié de [François Hollande](#), devenu depuis 2014 l'un de ses principaux critiques, voulait se « décoller » un peu plus du PS pour s'adresser au-delà et à la France, dans une posture gaullienne de gauche.

Mais M. Montebourg n'aura pas la tâche aisée, car son ex-collègue au gouvernement, le député des Yvelines Benoît Hamon, rêve lui aussi d'incarner l'alternative à gauche. L'ancien éphémère ministre de l'éducation nationale n'a pas l'intention, cette fois, de [louper](#) sa rentrée. En 2011, il avait soutenu Martine Aubry à la primaire, offrant à M. Montebourg un boulevard sur l'aile gauche du PS.

M. Hamon se prépare donc pour le scrutin interne de janvier. En juillet, il a discrètement réuni ses troupes et déposé les statuts d'une association pour [lever](#) des fonds. Les 27 et 28 août, il donne rendez-[vous](#) aux siens à Saint-Denis (Seine-[Saint-Denis](#)) pour [lancer](#) sa campagne et « *fabriquer de l'espérance* ».

Pour se [départager](#), MM. Montebourg et Hamon devront [convaincre](#) l'essentiel des frondeurs socialistes, rassemblés, eux, les 10 et 11 septembre à La Rochelle, sous la houlette du député de la Nièvre Christian Paul et de l'eurodéputé Emmanuel Maurel. « *La Rochelle sera le vrai carrefour de toutes les gauches qui aspirent à une [alternance](#) en 2017* », annonce M. Maurel. L'écologiste et députée de [Paris](#) Cécile Duflot devrait [être](#) présente, tout comme l'ex-garde des sceaux Christiane Taubira. « *Notre objectif est de [construire](#) une candidature unique pour [représenter](#) à la primaire tous ceux qui veulent un changement* », ajoute M. Paul.

La crainte du tout-sécuritaire

Les « négos » des ego ne font donc que [commencer](#). En face, François Hollande, le gouvernement de [Manuel Valls](#) et la direction du PS n'ont d'autre choix que de [tenter](#) de [faire](#) bloc. La majorité socialiste a choisi de se [retrouver](#), le 29 août, à Colomiers (Haute-Garonne), près de [Toulouse](#), pour une journée de [travail](#) suivie par un meeting sur le thème de la République. A la tribune, en plus du premier ministre et du premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, seront présents les ministres de la santé, Marisol Touraine, et de l'[agriculture](#), Stéphane Le Foll. Leur objectif : « *fixer l'enjeu de la présidentielle, à [savoir](#) la [défense](#) de la République* », précise M. Cambadélis.

Après un été marqué par les attentats et face à une opposition de plus en plus offensive dans son [procès](#) fait au gouvernement sur les moyens, l'exécutif entend [étouffer](#) les divisions socialistes sous la question sécuritaire.

« Le terrorisme est devenu la première préoccupation des Français. On ne parle plus de la hiérarchie des normes, mais de la hiérarchie des enjeux », résume le patron du PS. En clair, fini les éternels [débats](#) internes autour de la ligne économique et sociale, place à la défense de la patrie en danger.

Les partisans d'un grand inventaire avant 2017 redoutent la tentation du gouvernement de [restreindre](#) les débats aux seuls sujets sécuritaires. *« Ceux qui ont échoué sur l'économie et le social vont tout [vouloir miser](#) sur la sécurité, mais ce serait mortel pour la gauche. On ne va pas faire la présidentielle sur la seule réforme des services de renseignement. Il y a d'autres urgences dans le pays, comme l'élaboration de nouveaux modèles économiques et la réinvention de notre modèle [social](#) »,* prévient Christian Paul.

L'opération a déjà en partie réussi, avec l'annulation de [la réunion](#) des proches de Martine Aubry, qui était attendue à [Montpellier](#) les 27 et 28 août. *« Le grand rassemblement que nous avions prévu ne nous paraît pas compatible avec une situation où le gouvernement et les forces de l'ordre doivent [pouvoir](#) être tournés entièrement vers la protection des Français »,* avaient expliqué les députés Jean-Marc Germain (Hauts-de-Seine) et François Lamy (Essonne) après l'attentat de [Nice](#), le 14 juillet.

Mais M. Lamy précise que le rendez-vous des aubrystes n'est que *« reporté à l'automne »* et prévient le gouvernement en vue de la prochaine campagne présidentielle : *« Le discours républicain est essentiel, mais il suppose aussi de [trouver](#) les conditions d'un message social plus large contre les inégalités dans le pays. »*